



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 112 – 27 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

PROJET DE
CREATION D'UNE
BANQUE SOUS
REGIONALE PAR
6 RESEAUX
OUEST-
AFRICAINS DE
MICROCREDIT

PERSPECTIVES DE
CROISSANCE DU FMI
EN 2018

LIBERIA : GEORGE
WEAH INAUGURE LE
SYSTEME DE PAIEMENT
MOBILE POUR LE
REGLEMENT DES
IMPOTS

KENYA : LE TAUX DE
CHANGE DU SHILLING
KENYAN PASSE SOUS LA
BARRE DES 100
KES/USD

BURKINA FASO :
L'AFD ACCORDE 3 M
EUR A LA SONABEL
POUR UN PROJET
D'ACCES A
L'ELECTRICITE

MAURICE : ACQUISITION
PAR LE GROUPE HAREL
MALLAC DE 51 % DU
CAPITAL DE LA FIRME
REUNIONNAISE
COREXSOLAR
INTERNATIONAL

MAURITANIE :
CONTRAT D'INGENIERIE
ENTRE LE CONSORTIUM
EIFFAGE/SAIPEM
FRANCE ET BRITISH
PETROLEUM (BP)

AFRIQUE DU SUD :
AVANCEE POUR LA
PRODUCTION DE
VACCINS

NIGERIA : CMA CGM
OPERERA LE FUTUR
TERMINAL DE
CONTENEURS DU PORT
DE LEKKI



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

► Perspectives de croissance du FMI en 2018

Selon le *World Economic Outlook* publié en avril par le FMI, les perspectives de croissance pour l'Afrique subsaharienne sont inférieures à la moyenne mondiale (3,9 % de croissance en 2018), à 3,4 % en 2018, et 3,7 % en 2019, contre 2,8 % en 2017. Pour 2018, le Ghana et Sierra Leone attendent une croissance supérieure à la moyenne subsaharienne, avec respectivement 6,3 % et 3,5 %. A l'inverse, le Nigéria et le Libéria seront en dessous de la moyenne régionale, avec respectivement des taux de croissance de 2,1 % et 3,2 % en 2018, et en progression par rapport à 2017 (0,8 % et 2,5 %). En 2018, l'inflation devrait se maintenir au-delà de 10 % dans les pays couverts par le SER d'Abuja, avec 14 % au Nigéria, 13 % en Sierra Leone et 11 % au Libéria. Seul le Ghana atteindrait les 8,7 %.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

► Niger : annonce de la construction en 2018 d'un oléoduc pour exporter son pétrole brut à partir du port de Douala, via l'oléoduc Tchad-Cameroun

Cette information confirme l'abandon définitif par le Niger de l'option d'exportation de son pétrole brut à partir du port de Cotonou, en raison de la menace que représentent les activités de Boko Haram dans la région du Lac Tchad. Pour rappel, l'État camerounais a revalorisé en 2013 le droit de transit des produits pétroliers à 618 FCFA le baril, contre 195 FCFA le baril précédemment.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

► Projet de création d'une banque sous régionale par 6 réseaux ouest-africains de microcrédit

La Financière de l'Afrique de l'Ouest (Finao) doit être lancée d'ici juillet prochain avec un capital initial de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) apporté par la Faïtière des caisses populaires du Burkina (47 %), le suisse Eléphant vert (45 %) et la Confédération des institutions financières de l'Afrique de l'Ouest (8 %). La Finao aura à disposition 100 Mds FCFA (152,5 M EUR) en faveur des réseaux membres et des 4,5M clients actuels. Le nouvel établissement prévoit de proposer des taux de 5,5 % pour des opérations de crédit de moins de 2 ans et de 7,5 % pour celles comprises entre 3 et 5 ans. L'objectif est de diminuer le coût du crédit de court terme et de remédier à la rareté actuelle des échéances de moyen terme.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : ralentissement de l'inflation à 3,8 % en g.a en mars

En rythme annuel, le taux d'inflation continue de diminuer en mars à +3,8 %, après une croissance de 4 % en février dernier. Pour les prochains mois, l'inflation est attendue en hausse en raison des pressions exercées par la hausse de la TVA et des prix mondiaux du pétrole. En rythme mensuel, l'inflation a progressé de 0,4%

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du sud : accélération des ventes de détail à 3,1 % en g.a en février

En février, les ventes de détail ont augmenté de 4,3 % en g.a, contre 3,3 % en janvier dernier. Tous les secteurs ont contribué positivement à la croissance cette année et plus particulièrement celui des « généralistes » ainsi que du textile et de l'habillement. En rythme mensuel, les ventes de détail sont en hausse de 1,8 % en février.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : baisse de l'inflation à +2,8 % en g.a en mars

En mars, le taux d'inflation a légèrement baissé à +2,8 % en g.a après +3,2 % en g.a en février soit une augmentation de 0,1 % en rythme mensuel.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : retard dans l'adoption du budget 2018

Contrairement à ce qui avait été annoncé par le président de la Chambre des représentants, Yakubu Dogara, le budget 2018 ne sera pas adopté le 24 avril. Un grand nombre des 98 comités permanents n'ont pas encore soumis leur propre budget pour approbation à la commission des Finances. La ministre d'Etat au Budget, Zainab Ahmed, a précisé cette semaine que le budget 2017 était toujours en cours d'exécution, et que les dépenses de capital avaient été décaissées à près de 50 %, contre un taux proche de 100 % pour les dépenses récurrentes. Selon la ministre, le budget 2018 sera adopté avant la fin du mois d'avril pour transmission au Président.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : le Président Maada Bio évoque une crise de la dette

Le nouveau Président de Sierra Leone, Julius Maada Bio, s'est entretenu la semaine passée avec des représentants du FMI. A cette occasion, il a déclaré que son administration aurait à affronter la pire situation économique rencontrée par le pays depuis l'indépendance. La dette extérieure de la Sierra Leone s'élève aujourd'hui à 2 Mds USD selon le Président, pour une dette intérieure de 4,9 Bn Leones, notamment en raison d'accords contractés par la précédente administration à la veille des élections. Julius Maada Bio s'est ainsi engagé à restaurer une discipline économique en contrôlant les dépenses, en renforçant la mobilisation des revenus pour financer les programmes de développement.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : George Weah inaugure le système de paiement mobile pour le règlement des impôts**

Le Président George Weah a officiellement inauguré, le 12 avril dernier, le système de règlement des impôts par paiement mobile développé par l'Autorité libérienne du revenu (LRA). A cette occasion, le Président a salué l'initiative de la LRA, qui a conçu le mécanisme en partenariat avec la Banque nigériane *United Bank for Africa* (UBA), le français Orange, la Banque centrale du Libéria, l'opérateur télécom *Lone Star* (propriété du sud-africain MTN) et l'agence américaine de développement USAID. Pour rappel, l'accord en question avait été signé en septembre dernier. Pour information, UBA a lancé en parallèle son système de paiement mobile au Libéria le 4 avril dernier.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : la note B/B toujours maintenue par Standard & Poor's pour l'Ethiopie**

S&P conserve la notation B/B de l'Ethiopie, notamment grâce aux prévisions de forte croissance économique et au déficit budgétaire modéré du pays. L'agence de notation prévoit que la croissance du pays restera stable à un taux moyen de 8,6 % sur la période 2018-2021. Le déficit budgétaire devrait quant à lui être inférieur à 2,5 % du PIB dès l'année 2018 d'après le FMI.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : le taux de change du shilling kenyan passe sous la barre des 100 KES/USD**

L'appréciation du shilling kenyan vis-à-vis du dollar, phénomène à l'œuvre depuis le début de l'année, a conduit la monnaie kenyane à passer sous la barre des 100 KES/USD, mardi 24 avril à 99,97 KES/USD, soit son plus haut niveau depuis juillet 2015 selon la Banque centrale. L'appréciation du shilling serait alimentée par des flux de capitaux ainsi que par les transferts de la diaspora : en janvier et février 2018, les transferts de la diaspora ont totalisé 419,3 M USD, un niveau en hausse de 47 % en glissement annuel. Le niveau de réserves a quant à lui atteint 9,5 Mds USD le 19 avril, soit 6,35 mois de couverture des importations.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : exécution insatisfaisante du budget 2017/18**

Lors de la présentation du rapport d'évaluation du Budget en cours, Kisamba Mugerwa, président de l'autorité nationale de planification (NPA) a annoncé que le taux de décaissement des dépenses de développement n'était que de 54 %, un résultat décevant au regard des objectifs du plan national de développement. Il a mis en cause le rythme ralenti de déblocage et d'absorption des fonds publics ainsi que l'augmentation de la part de dette publique sans impacts directs sur les objectifs du plan national (NDPII). Kisamba Mugerwa a récemment estimé que l'Ouganda ne pourra pas réaliser les objectifs fixés pour 2020 - devenir un pays à revenu moyen de la tranche inférieure, soit un revenu national par habitant de 1025 USD- car l'économie devrait croître d'au moins 15 % par an d'ici-là.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : volonté du gouvernement de taxer les utilisateurs de services bancaires mobiles**

Dans le cadre du Budget pour l'exercice 2018/19, actuellement en cours d'examen devant le Parlement, le gouvernement propose d'inclure une taxe sur le service de transfert d'argent par téléphone portable. La taxe, fixée à 1 % du montant de la transaction, devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2018, après validation des députés.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le FMI conditionne son appui financier à la mise en œuvre de réformes**

La mission du FMI, qui a séjourné à Brazzaville du 3 au 18 avril 2018, a validé avec les autorités congolaises les contours du programme économique qui pourrait être soutenu par un arrangement financier. Le FMI conditionne toutefois cet arrangement à la mise en œuvre de profondes réformes dans le domaine de la gouvernance. Le programme qui fait l'objet de discussions entre les deux parties vise essentiellement à promouvoir une croissance soutenue et inclusive, notamment en rétablissant la viabilité budgétaire et en améliorant la gouvernance.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la collecte des recettes fiscales proche de son objectif au 1^{er} trimestre 2018**

Le directeur général de la Direction générale du trésor a annoncé que 466,7 Mds FCFA (711,5 M EUR) avaient été collectés lors du 1^{er} trimestre 2018, pour un objectif initial de 464,8 Mds FCFA (708,6 M EUR). 45 Mds FCFA (68,6 M EUR) supplémentaires ont ainsi été collectés par rapport au 1^{er} trimestre 2017 (+13,4 %). On relève néanmoins l'absence de droits perçus sur certaines matières premières (coton, cola, noix de karité, hévéa etc.) malgré des prévisions de recettes de 6 Mds FCFA (9 M EUR). Selon le directeur, des progrès pourraient être effectués entre autres par la digitalisation du système de collecte dans le but d'augmenter l'efficacité et l'assiette de l'impôt.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Mozambique : la Chine et l'Inde prolongent la période de grâce du paiement des dettes bilatérales

Les taux d'intérêt de 1,75 % pour la Chine et de 2 % pour l'Inde ont été maintenus, alors que la maturité des prêts pour les deux pays se situe désormais entre 2028 et 2033. Fin 2017, la dette du Mozambique avec l'Inde était estimée à 177,3 M USD tandis que celle avec la Chine s'élevait à 2,02 Mds USD.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : premier gouvernement Abiy Ahmed

Abiy Ahmed, Premier ministre nommé le 2 avril a annoncé jeudi 19 avril la composition de son nouveau gouvernement. Seize ministères et cinq agences ont été impactés par ce remaniement. Siraj Fegessa est le nouveau ministre des Transports, Shiferaw Shigute est celui de l'Agriculture et de l'Elevage, Teshome Toga est ministre des Entreprises publiques, Ubah Mohamed celui des Technologies de l'information et des Télécommunications, Ambachew Mekonen est ministre de l'Industrie, Zanterar Abay est ministre du Développement urbain, Melaku Alebel est ministre du Commerce, Meles Alemu prend le nouveau portefeuille des Mines et de l'Energie et Umer Husien est nommé chef de l'autorité en charge des revenus et des douanes (ERCA).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : arrêt de la coopération de la Croix-Rouge norvégienne à la suite de fraudes

Le 18 avril, la Croix-Rouge norvégienne a annoncé l'arrêt de tout transfert de fonds et la fin de la coopération avec la Croix-Rouge malagasy (CRM), en raison de fraudes découvertes en avril 2017 lors d'un audit des comptes de la CRM portant sur les exercices 2012 à 2016. Des détournements ont été constatés pour un montant de 1,2 million de couronnes norvégiennes (NOK) soit plus de 150 000 USD, tandis que la documentation censée justifier un montant de 8,2 MNOK (1 M USD) s'est révélée manquante. Ce montant de près d'1,2 M USD représente 30 % des transferts totaux de 30,9 MNOK (3,9 M USD) en faveur de la CRM depuis 2012 et portait jusqu'alors sur des projets dans les secteurs de la santé, de l'eau ou de la prévention des catastrophes.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : précisions du département d'Etat américain sur la normalisation entre les deux pays

Dans une lettre du 16 avril, le département d'Etat américain fournit des précisions sur la deuxième phase de normalisation entre les deux pays, après la levée des sanctions actée définitivement en octobre dernier. Outre les cinq volets examinés précédemment, dont la fin des guerres internes, l'accès aux zones humanitaires, la fin du soutien aux rebelles du Soudan du Sud et une coopération anti-terroriste, les Etats-Unis ajoutent les droits de l'homme, incluant la liberté religieuse, et l'abstention de tout contact avec la Corée du Nord.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : limogeage du ministre des Affaires étrangères

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, qui a indiqué le 18 avril que les diplomates de son pays n'étaient pas payés depuis sept mois, a été limogé dès le lendemain par le Président Omar El-Béchir. Ce ministre avait déjà menacé de démissionner il y a plusieurs mois pour protester contre la nomination de l'ancien ministre du Pétrole, Awad al-Jaz, comme « conseiller présidentiel pour les BRICS et la Turquie ». Le manque de moyens dénoncé par l'ex-ministre prend place dans un contexte de restriction sur les opérations en devises, qui conduisent notamment à des pénuries sur le gasoil importé.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : création d'une chambre de commerce allemande en Tanzanie

A l'occasion de la visite le 16 avril à Dar es Salam d'une délégation de dix entreprises allemandes conduite par le président de l'association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK), celui-ci a annoncé la création d'une chambre de commerce en Tanzanie. Le directeur général de *Tanzanian Investment Center* (TIC) a accueilli très favorablement cette annonce et appelé à l'accroissement des projets allemands. A ce jour, 157 projets allemands sont enregistrés en Tanzanie et les échanges tanzano-allemands représentaient près de 670 M EUR en 2016, dont les deux tiers sont composés d'exportations allemandes.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : création d'une commission minière en Tanzanie

Le président Magufuli a annoncé, le 17 avril 2018 la création d'une commission minière conformément aux dispositions de la nouvelle loi sur les mines de 2017. Ses principales missions portent sur la lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur, la surveillance et l'audit des opérations minières, la production de prix indicatifs à des fins d'évaluation du prix des minerais et des royalties associées. Cette commission, qui sera dirigée par le professeur Idris Kikula, aura le pouvoir de suspendre et de révoquer les licences et permis d'exploration et d'exploitation minière.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la fiscalité est le premier obstacle à l'entrepreneuriat selon les opérateurs économiques interrogés dans le cadre du 2^{ème} recensement général des entreprises

Interrogés dans le cadre du 2^{ème} recensement général des entreprises, les opérateurs économiques ont cité la fiscalité comme premier obstacle (53,5 %), suivie des formalités administratives et tracasseries avec les agents de la mairie ou de la communauté urbaine (34,2 %), des problèmes de financement (30,7 %), de l'insuffisance de l'accès à l'énergie et l'eau (19,2 %), des débouchés (18,1 %) et de la corruption (18,1 %). Mené en fin d'année 2016, ce recensement a permis de dénombrier 209 482 unités économiques, parmi lesquelles on compte 98,5 % de très petites entreprises et petites entreprises et seulement 1,3 % et 0,2 % de moyennes et grandes entreprises. Le commerce reste l'activité dominante.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : l'opération de cartographie des acteurs du secteur informel a débuté le 23 avril**

Initiée par le ministère des PME, le recensement des acteurs du secteur informel vise d'une part à identifier les commerçants, artisans, couturiers, taximan, agriculteurs, menuisiers qui exercent une activité génératrice de revenu dans l'informel à Brazzaville et Pointe-Noire et d'autre part, à leur apporter un appui technique et financier pour les inciter à formaliser leurs activités. A travers cette opération, l'État congolais souhaite renforcer la diversification de l'économie en favorisant la contribution du secteur informel au PIB de l'État. Ce secteur représenterait entre 30 % et 40 % du PIB congolais, tandis que le secteur formel serait seulement composé de 11 500 artisans, TPE et PME.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Angola : demande d'un appui technique du FMI concernant la mise en place des réformes

Les autorités angolaises ont officiellement demandé au FMI un appui technique pour la mise en place de certaines mesures du programme de stabilité économique établi par le gouvernement. Ce soutien, purement technique et qui ne suppose aucun financement de la part de l'institution, s'inscrirait dans la lignée des mesures économiques prises par l'Angola, et saluées par le FMI comme allant dans le sens d'une meilleure gouvernance. Les discussions sur ce soutien devraient se conclure au second semestre 2018.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : le gouvernement espère la mise en place d'un financement du FMI

Le secrétaire au Trésor, Fredsom Yamba, a annoncé vouloir réengager une discussion structurée et constructive avec le FMI lors des prochaines réunions. En effet, suite aux mesures mises en œuvre après la visite de l'institution fin 2017 et aux meilleures perspectives de croissance, le gouvernement est relativement confiant sur l'éventuelle mise en place d'un financement d'ici la fin de l'année.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : investissements de la BAfD et de la NSIA dans le secteur médical

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 20 M USD visant à soutenir le système privé de soins de santé à Lagos. Les fonds aideront *Santa Clara Medical Limited* à financer le développement d'un hôpital et de cliniques à Lagos. L'établissement médical de Santa Clara a reçu en décembre 2017 un investissement cofinancé par AXA Mansard, Africa Capital Alliance, la Société Financière Internationale et Healthshare Health Solutions. L'Autorité d'investissement souveraine nigériane (NSIA) a par ailleurs annoncé la signature d'accords pour 20 M USD au profit de l'hôpital universitaire de Lagos (LUTH, Lagos), de l'hôpital universitaire Aminu Kano (AKTH, Kano) et du centre médical fédéral d'Umuahia (FMCU, Abia).

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : membre fondateur de la Commonwealth Small States Trade Finance Facility

Cette facilité de financement est un nouvel instrument financier destiné à aider les 31 plus petits États du Commonwealth à avoir accès à des fonds en vue de développer le commerce entre pays membres. Maurice a contribué à hauteur d'1 M USD au capital de cette nouvelle structure et ce aux côtés de l'Inde, du Sri Lanka et de Malte. Le montant total de cette facilité n'est pas encore connu. Les banques *Standard Chartered* et *Bank of Baroda* devraient jouer le rôle de facilitatrices et le Secrétariat du Commonwealth servira de garant pour les prêts financiers.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : don chinois de 4,3 M USD pour l'installation de panneaux photovoltaïques**

Ce don résulte d'un accord signé entre le ministère de l'Environnement, du Changement climatique et de l'Energie des Seychelles et le département chinois de la Commission nationale du développement et du changement climatique. Les équipements seront installés dans 41 écoles sur l'île Curieuse, la deuxième île la plus peuplée des Seychelles. La politique énergétique nationale des Seychelles a comme objectif de fournir 15 % de la demande énergétique nationale à partir de sources renouvelables d'ici 2030, taux qui est de 5 % actuellement.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : adoption d'un nouveau Programme de croissance pour le développement durable (PC2D) 2018-2021**

Le gouvernement a officiellement adopté le PC2D 2018-2021, qui constitue le document de référence pour le dialogue avec les Partenaires techniques et financiers (PTF). Le PC2D 2018-2021 remplace la Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (SRCP) 2011-2015, dont le rapport d'évaluation a souligné la sous-performance due à un manque de synergie et d'efficacité dans son application.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : l'AFD accorde 3 M EUR à la Sonabel pour un projet d'accès à l'électricité**

Une subvention de 2 Mds FCFA (3 M EUR) a été accordée à la Société nationale d'électricité du Burkina Faso (Sonabel) par l'Agence française de développement (AFD) pour réaliser des branchements subventionnés au réseau électrique dans le nord du pays. Au total, 27 000 ménages et microentreprises dans 12 localités doivent être raccordés. Pour rappel, deux autres projets sont en cours de préparation dans le secteur : le projet « Dorsale nord » d'interconnexion électrique entre le Nigéria, le Niger et le Burkina Faso, et le programme "Yeelen" pour la promotion de l'énergie solaire, développé avec la Banque africaine de développement et l'Union européenne, prévu pour 2019 et 2020.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pour lancer le Compact II**

Dans le cadre de la formulation du programme de coopération américain Compact II, la ministre burkinabé déléguée au Budget et la vice-présidente du Millenium Challenge Corporation (MCC) ont procédé le 20 avril 2018 à Washington, à la signature du Compact Development Funding Agreement. Cet accord de subvention d'un montant de 8,8 M USD (soit 7,2 M EUR) permettra la réalisation d'études de faisabilité des propositions de projet retenues. Pour rappel, le gouvernement américain avait octroyé dans le même cadre en 2017, une subvention de 750 000 USD (613 000 EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : financement additionnel de 25 M USD (20,2 M EUR) de la Banque mondiale dans le secteur de l'électricité**

Le gouvernement guinéen s'est engagé à rétrocéder 20 M USD (16 M EUR) de ce montant à Electricité de Guinée (EDG) dans le cadre du projet d'amélioration du réseau de distribution de Conakry (réduction des coûts de production, hausse de la facturation et du recouvrement, amélioration des infrastructures et des ressources humaines etc.). Un précédent financement avait entre autre permis la signature d'un contrat de gestion avec le français Veolia, le développement de la politique anti-fraude et l'analyse des coûts de fourniture du carburant pour les centrales thermiques du pays.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement d'un projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable à Niamey**

Le Président nigérien a procédé au lancement des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau, dans le cadre du projet Goudel IV de renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de Niamey. Ce projet est financé par l'Agence française de développement, la Banque européenne d'investissement, Finexpo (agence publique belge) et les Pays-Bas pour un montant global de 74,5 M EUR. Il prévoit la construction de 3 réservoirs de 2 000 m³ chacun et à renforcer le réseau actuel par 277 km de conduites supplémentaires, 180 bornes fontaines. 17 700 nouveaux branchements au réseau doivent aussi être subventionnés d'ici 2020.

✉ cossuc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tanzanie : amélioration de la production des cultures vivrières

Selon le Premier ministre, la production des cultures vivrières s'est améliorée, et a atteint 15,9 millions de tonnes sur les deux années 2016/17 et 2017/18, dégageant un excédent de 2,6 millions de tonnes. Cette déclaration est intervenue, lors de la pose de la première pierre du projet de construction d'un silo et d'un entrepôt de céréales à Kizota, à la périphérie de Dodoma. La Tanzanie a obtenu un prêt de 55 M USD du gouvernement polonais en 2015 pour accroître la capacité de stockage du pays de 251 000 à 700 000 tonnes d'ici 2025, soit cinq silos sur l'ensemble du pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : soutien du gouvernement de 14,6 Mds FCFA (22,3 M EUR) à la filière coton

La ministre burkinabè de l'Economie a annoncé un appui financier du gouvernement de 14,6 Mds FCFA (22,3 M EUR) à la filière coton. Cette enveloppe devrait servir à restaurer la solvabilité des acteurs et à faciliter l'accès aux intrants pour le démarrage de la campagne 2018/2019. Elle intervient dans un contexte difficile pour le secteur cotonnier qui a enregistré une chute de sa production de 19 %, passant de 683 000 tonnes en 2016/2017 à 553 000 tonnes en 2017/2018.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : 2,9 Mds FCFA (4,5 M EUR) de subventions pour la campagne agricole 2018/2019

L'Etat togolais a procédé au lancement des subventions accordées aux agriculteurs sur l'achat de 36 700 tonnes d'engrais (NPK et Urée) pour la campagne agricole 2018/2019. Le montant moyen de la subvention gouvernementale par sac de 50 kg d'engrais est de 4 000 FCFA (6 EUR), permettant à plus de 240 000 producteurs répartis dans 385 cantons de bénéficier de prix réduits. Les bénéficiaires devront être âgés de 18 à 60 ans et posséder une superficie cultivable compris entre 0,25 et 1 hectare. Seuls 3 sacs subventionnés pourront être attribués par individus.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : les récoltes de la campagne coton 2017/2018 en hausse de 7,4 %

La campagne coton 2017/2018 a permis de récolter 116 000 tonnes de coton, contre 108 000 tonnes lors de la précédente campagne, soit une hausse de 7,4 % de la production cotonnière sur un an. Cette production représente en moyenne 45 % de la valeur des recettes d'exportation du pays. L'augmentation du prix d'achat garanti par l'Etat explique en partie ce résultat, en plus d'une meilleure distribution des intrants sur le territoire national. Ceci étant, la cible de 130 000 tonnes que la nouvelle société cotonnière du Togo s'était initialement fixée n'a pu être atteinte, en raison notamment d'un rendement moyen à l'hectare en fort recul, passant de 832 à 682 kg/ha, soit -18 % en glissement annuel.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la Banque mondiale soutient la recherche agricole

Le pays vient de rejoindre le programme régional de transformation agricole en Afrique de l'Est et du Centre, financé par la banque mondiale, dont bénéficient déjà le Rwanda, le Kenya, le Burundi, l'Ouganda et la RDC. L'objectif du programme au Congo, doté de 7 M USD, est de renforcer les capacités des laboratoires et des centres de spécialisation de l'Institut national de la recherche placé sous la tutelle du ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, de former une quinzaine de chercheurs et de réhabiliter et équiper les stations de recherche de Loudima, dans la Bouenza et d'Oyo dans la Cuvette. Cette contribution s'ajoute aux 100 M USD dédiés au nouveau programme d'appui au développement de l'agriculture commerciale.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Maurice : acquisition par le groupe Harel Mallac de 51 % du capital de la firme réunionnaise Corexsolar International

Créé en 2012 par sa maison-mère - Corex Réunion -, Corexsolar International (CSI) a fait évoluer son activité en passant de constructeur de centrales clé-en-main à une société proposant tous types de solutions solaires. Son activité principale se concentre dans la zone océan Indien mais également sur le continent africain où elle est active depuis 2012, avec quelques succès notamment au Burkina Faso. Cette acquisition permet au groupe Harel Mallac qui a déjà investi à Maurice dans une centrale photovoltaïque de 4000 Mwh/an de développer son expertise dans le domaine des énergies renouvelables au niveau international.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : électrification rurale, approbation par le gouvernement d'un prêt de 212 M USD auprès de l'Exim Bank of China.

Le Conseil des ministres a approuvé une offre de prêt de 212 M USD de l'Exim Bank of China pour le financement d'un nouveau programme d'électrification rurale visant 170 000 personnes. Aujourd'hui, 80 % d'ougandais dépendent de la biomasse - charbon de bois et bois - pour subvenir à leurs besoins en énergie. Le gouvernement envisage d'augmenter à 40 % l'accès à l'électricité d'ici 2025 alors qu'il n'est que de 20 % aujourd'hui.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Oryx Petroleum scelle avec Total un accord d'amodiation relatif à ses 30 % sur le permis offshore Haute Mer B

Selon Agence Ecofin, la société pétrolière canadienne Oryx Petroleum vient d'annoncer la cession de sa participation de 30 % sur le permis d'exploration en eau profonde Haute Mer B à Total – qui y opère déjà -, via un accord d'amodiation. A la clôture de l'opération prévue pour fin juin, Oryx percevra en contrepartie 8 M USD. L'accord sera rétroactif au 1er janvier 2018. Une somme supplémentaire de 5,3 M USD pourrait être versée par Total à Oryx. Cet accord est toutefois soumis à la renonciation aux droits de préemption détenus par d'autres partenaires et à l'accord du gouvernement. Les ressources de ce permis sont estimées à 160 M de barils de pétrole.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la SNPC se lance dans la production de gaz liquéfié**

Afin de mieux maîtriser l'approvisionnement en gaz liquéfié, notamment sur Brazzaville, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a décidé de construire une usine d'embouteillage de gaz, dotée d'infrastructures d'enfutage du gaz et de stockage d'une capacité de 400 m³, ainsi que d'un poste de chargement de camions citernes à destination de la capitale. Le gaz proviendra de la CORAF, raffinerie filiale de la SNPC. L'objectif est de produire 4 000 bouteilles de gaz/jour.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : l'activité minière a rapporté 343,5 M EUR à l'État en 2017**

Les productions des 12 mines industrielles du Burkina Faso sont en nette hausse en 2017 avec 45 582 tonnes d'or contre 38 125 tonnes en 2016 (+19,6 %) et 179 474 tonnes de zinc contre 155 680 tonnes en 2016 (+15,3 %). Les recettes d'exportations ont atteint 1 308 Mds FCFA (2 Mds EUR) en 2017, ce qui a permis à l'Etat de collecter 226 Mds FCFA (343,5 M EUR), soit 11 % de son budget national. Pour rappel, le secteur minier représente plus de 11 % du PIB burkinabé, employant directement 9 651 personnes et 26 000 indirectement.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK) forcée d'arrêter sa production après les sanctions américaines contre son propriétaire russe**

Le gel des avoirs aux Etats-Unis de l'homme d'affaire russe Oleg Deripaska sur décision américaine a obligé le groupe Rusal, géant de l'aluminium, dont il est le propriétaire, à suspendre la production de sa filiale CBK. De même, l'usine d'alumine de Friguia, actuellement en rénovation et également sous contrôle de Rusal, va devoir ralentir sa production en conséquence. Rusal représente 7 % du marché mondial de l'aluminium et de l'alumine.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : contrat d'ingénierie entre le consortium Eiffage/Saipem France et British Petroleum (BP)**

Le consortium Eiffage marine (génie civil) et la filiale française de l'entreprise italienne Saipem est retenu par BP pour réaliser des études de conception d'avant-projet (Feed) et préparer l'exécution du Hub/Terminal du champ gazier du Grand-Tortue/Ahmeyin. L'opération consiste à la réalisation d'une infrastructure d'accostage, à 10km des côtes et protégée par un brise lame. Cet ouvrage est destiné à accueillir l'usine de liquéfaction flottante pour permettre l'accostage des méthaniers. Ces études devraient débuter immédiatement et se terminer d'ici la fin de l'année. Le contrat prévoit des mécanismes pour permettre le passage à un contrat EPCI forfaitaire.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ **Ethiopie : démission de Kinfe Dagneu, ancien directeur général de *Metal and Engineering Corporation***

Le fondateur et directeur général du conglomérat militaire *Metal and Engineering Corporation* (MeTEC) le major général Kinfe Dagneu a démissionné après huit années à la tête de MetEC. Cette entreprise emploie aujourd'hui 19 500 personnes via ses 98 filiales. En cause les nombreuses critiques sur la mauvaise gestion des projets octroyés par l'armée au profit de MetEC, notamment des récents retards dans la construction des dix usines de sucre. Depuis le remaniement du gouvernement, le nouveau directeur général de MetEC est Dr Bekele Bulado, une personnalité non issue de l'armée et ancien ministre du commerce.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : lancement d'un projet de construction de 600 logements d'un montant total de 91 Mds FCFA (138,7 M EUR)**

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), en qualité de promoteur, vient d'annoncer le lancement d'un projet de construction de 600 logements baptisé « Résidence Renaissance » d'un coût total de 91 Mds FCFA (138,7 M EUR). Le chantier, situé à 5 km du carrefour GTA de Lomé, s'étendra sur une superficie de 55 hectares, et comprendra la construction de 200 appartements, 400 villas de luxe (jusqu'à 750 m²), et d'un centre commercial de 13 000 m². Pour rappel, une mesure présidentielle réserve 20 % des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs. On estime à 6 000 le nombre d'emplois directs créés par ce projet.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ **Afrique du Sud : remaniement à la tête de PRASA**

Le ministre des Transports a nommé un nouveau conseil d'administration à la tête de PRASA pour une période de 12 mois. Dr Simo Lushaba est le nouveau CEO par interim et Khanyisile Kweyama en est la présidente. Cette dernière a été, entre autres, CEO de BUSA. Comme pour Eskom, et récemment Denel, ce changement alliant compétence et expertise vise à donner un nouvel élan à l'entreprise publique.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : avancée pour la production de vaccins**

L'institut Pasteur vient d'accorder au Biovac institute une licence pour produire le vaccin Hexaxim, utilisé pour vacciner les enfants contre six maladies potentiellement mortelles. Il s'agit d'un composant vital du programme sud-africain élargi de vaccination qui a permis de réduire le nombre d'enfants décédés avant l'âge de 5 ans de 89 418 en 2005 à 47 409 en 2013. 1,75Mds ZAR (116 M EUR) sont dépensés chaque année par le gouvernement pour les vaccins, l'hexaxim comptant pour 37 % de ces dépenses.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : quatre villes sud-africaines s'engagent dans la construction de bâtiments sans émission**

Johannesburg, le Cap, Durban et Pretoria, dans le cadre d'un programme de C40, vont développer des standards en matière d'efficacité énergétique pour réduire l'impact de l'industrie du bâtiment sur les émissions de gaz à effet de serre. Cette initiative a pour vocation de devenir la norme dans toutes les villes d'Afrique du Sud.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Lesotho : le projet d'alimentation en eau de l'Afrique du Sud ralenti par un recours judiciaire**

Le *Lesotho Highlands Water Project* (LHWP) pourrait être retardé du fait d'un recours au tribunal par le *Consortium of Lesotho Contractors*. Ce consortium affirme que les critères des appels d'offre sur le barrage de Polihali étaient biaisés pour favoriser des entreprises sud-africaines et qu'aucune entreprise lesothane ne pouvait donc y répondre.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : résolution du conflit dans le traitement des déchets à Lagos**

Un accord entre la société émiratie Visionscape et le groupe constitué des Participants du secteur privé (PSP) a été trouvé pour la résolution d'un conflit concernant l'attribution de la gestion des déchets à Lagos. Selon le nouvel accord, les PSP acceptent de reprendre la collecte des déchets résidentiels à travers l'État, tandis que Visionscape traitera du développement des infrastructures. Le nouvel accord souligne également que Visionscape servira de centre de traitement central des déchets solides municipaux dans l'État de Lagos, et engagera ainsi les PSP sur des ententes de service à long terme.

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : reprise partielle de Chase Bank par SBM Kenya**

La Banque centrale a dévoilé les conditions de reprise partielle des activités de *Chase Bank*, mise sous tutelle publique depuis avril 2016, par la branche kenyane du groupe mauricien SBM. Cette offre conduit à la reprise de la majorité de la structure et du personnel et de 75 % des dépôts sous moratoire alors que 25 % resteront sous moratoire. D'après l'accord, un tiers des dépôts transférés seront immédiatement disponibles, un tiers seront transférés sur un compte épargne rémunéré à 6,65 % et le tiers restant sera transféré sur un compte épargne disponible graduellement sur trois ans. D'après les responsables de SBM, le montant des dépôts repris équivaut à 600 M USD. En outre, 25 M USD ont été injectés par SBM et une injection supplémentaire de capital 60 M USD est attendue.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : MTN et l'ESSEC signent un accord de partenariat**

Les deux parties ont conclu le 20 avril à Brazzaville un partenariat qui doit permettre à la société de téléphonie mobile de former des cadres de haut niveau, afin de répondre aux exigences du marché. Quarante cadres de direction, de nationalité congolaise, seront formés en France pendant un an. L'initiative de MTN Congo s'inscrit dans une politique « d'exportation » des compétences des Congolais au sein des autres filiales du groupe. MTN, en partenariat avec l'Université Marien Ngouabi et l'Agence universitaire de la francophonie, a également lancé le 13 avril, via sa fondation, un Campus du nouvel espace universitaire francophone, structure pilote en Afrique centrale.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Niger Telecom lance officiellement ses activités commerciales**

Née de la fusion de l'opérateur historique Société nigérienne des télécommunications (Sonitel) et de sa filiale mobile, la Société sahélienne de Communication (Sahelcom), la nouvelle compagnie nigérienne des télécommunications Niger Telecom vient d'être lancée. L'objectif est de ne disposer plus que d'un seul opérateur public afin de mutualiser les ressources et rattraper le retard face aux autres opérateurs du pays, dont l'indien Bharti Airtel et le français Orange. Pour rappel, l'Etat nigérien avait bénéficié en janvier 2014 d'un prêt concessionnel de l'Eximbank of China d'un montant de 50 Mds FCFA (76 M EUR) pour financer le projet de développement de la fibre optique dans le pays.

📧 cossuc@afd.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le résultat net 2017 de Bolloré Transport & Logistics (BTL) en hausse de 30 %**

La filiale ivoirienne de BTL vient de publier ses résultats annuels pour l'exercice 2017. La filiale a enregistré un chiffre d'affaires de 90,3 Mds FCFA (137,6 M EUR), soit une hausse de 5,8 % par rapport à 2016. L'excédent brut d'exploitation a atteint 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) et le résultat net a progressé d'environ 30 % pour atteindre 13,1 Mds FCFA (20 M EUR). L'entreprise prévoit de distribuer environ 76,6 % de ses bénéfices aux actionnaires.

📧 saint-Jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : vente de Tigo au consortium étranger Saga Africa**

Le président sénégalais Macky Sall a signé un décret autorisant la vente de l'opérateur téléphonique Tigo Sénégal (nom commercial de Sentel GSM), par l'opérateur suédois Millicom, au consortium Saga Africa Holdings Limited (SAHL) contrôlé par Yerim Sow, Hassanein Hiridjee et Xavier Niel. Pour rappel, Millicom avait vendu en février 2017 Tigo Senegal à l'entreprise sénégalaise de paiement en ligne Wari pour 129 M USD (105,5 M EUR). Millicom avait cependant interrompu fin juillet 2017 cette transaction faute de financement de Wari, et avait annoncé en parallèle l'entrée de SAHL comme nouveau repreneur de Tigo Sénégal.

📧 alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Zimbabwe : possible vente d'actions de 35 entreprises publiques par le gouvernement**

Le ministre des Finances, Patrick Chinamasa, a annoncé vendredi dernier la possible mise en vente d'actions de 35 entreprises publiques afin de contribuer à la relance de l'économie. Cette mesure devrait concerner la caisse d'épargne POSB, les entreprises de communication NetOne, Telecel et TelOne ainsi que 17 entreprises minières. Cette mesure ferait écho à l'introduction de la loi obligeant ces dernières à lister leurs actions sur le marché boursier local.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : CMA CGM opérera le futur terminal de conteneurs du port de Lekki**

Le groupe français CMA CGM a signé un MoU avec le promoteur Lekki Port LFTZ, en vue d'opérer le futur terminal de conteneurs de Lekki (ville de Lagos). CMA CGM sera responsable du marketing, des opérations et de la maintenance du terminal. Le port de Lekki, dont les opérations devraient débuter fin 2020, sera le premier port en eaux profondes du Nigéria avec 16,5 m de profondeur. Doté d'un quai d'une longueur de 1,2 km, le terminal de conteneurs aura une capacité de 2,5 M d'EVP (Equivalent vingt pieds). D'un montant de 1,5 Md USD, le projet est financé par le gouvernement fédéral (20 %), l'Etat de Lagos (18,15 %) et plusieurs investisseurs privés (61,85 %) sur un modèle de PPP.

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : deux contrats de construction de route décroché par Sogea Satom, filiale de Vinci**

Le premier contrat, d'un montant de 112 M EUR, porte sur l'aménagement d'un tronçon long de 135 km entre les villes de Lena et Tibati et l'aménagement de 6,7 km de voirie dans la ville de Tibati. Le tronçon Lena-Tibati devrait être fonctionnel courant 2020, et devrait permettre de faciliter les échanges vers le Tchad et le Nigeria. Le deuxième contrat, d'un montant de 102,4 M EUR, est relatif à la construction d'une section de route de 106 km entre Olama et Bigambo, sur l'axe Yaoundé-Kribi. Ce chantier devrait être livré en 2022.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature d'un accord de partenariat entre la Société Commerciale de Banque (groupe Attijariwafa) et l'African Guarantee Fund (AGF) pour une garantie partielle sur un projet de transformation du cacao dans l'Ouest Cameroun.**

La SCB Cameroun accorde un financement de 13 Mds FCFA pour un projet de transformation de cacao porté par la société Neo Industry. Ce crédit sera garanti à hauteur de 6 Mds FCFA par l'African Guarantee Fund (AGF). Le projet de la société Neo Industry consiste en la construction d'une usine de transformation de fèves pour la production de beurre et de poudre de cacao. L'usine sera entièrement équipée par l'Allemand Buhler, numéro un mondial dans la fabrication d'équipements de l'industrie chocolatière.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Canal+ Olympia a lancé les travaux de sa première salle de projection à Brazzaville**

Filiale du groupe Bolloré, Canal+ Olympia a lancé, le 17 avril, les travaux de construction de sa première salle de cinéma à Brazzaville, dans la commune de Poto-Poto. Cette salle de 298 places, qui portera le nom de Canal+ Olympia, sera gérée par Talents et spectacle, filiale nouvellement créée du groupe Vivendi. Outre les projections cinématographiques, ce site proposera d'autres événements culturels tels que des concerts et des matchs de football sur des écrans extérieurs. Le groupe a l'ambition de déployer ce projet dans d'autres villes du Congo.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Afrique Pesage lance ses activités**

Le Premier Ministre a officiellement posé le 21 avril la première pierre du poste de pesage et de péage du pays. Localisé à Tchiamba sur la RN4, ce premier poste sera doté d'équipements techniques de dernière génération fournis par la société Afrique Pesage (Captels Pesage) qui a obtenu en septembre 2017 la concession pour l'installation et l'exploitation des stations de pesage et des postes de péage. L'ensemble du réseau routier national est concerné à l'exception des RN1 et RN2, soit près de 6 500 km sur les 8 000 km qui maillent le territoire. Présent dans plusieurs pays d'Afrique, le groupe français n'avait pas encore travaillé en République du Congo. Cet investissement générera 600 emplois directs.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : Olam acquiert 60 % du capital de la Cotontchad**

Le processus de privatisation partielle de la Cotontchad-Société Nouvelle (SN) a abouti avec la prise de 60 % du capital par le groupe singapourien Olam, un des leaders internationaux de l'agroalimentaire. Le Gouvernement a par ailleurs cédé, à titre gratuit, 5 % des parts du groupe aux producteurs de coton. Le Gouvernement et Olam ont convenu d'un plan quinquennal de développement qui prévoit l'augmentation de la production de coton graine à 300 000 tonnes d'ici 2023 (contre 25 000 tonnes actuellement), le financement à 100% des campagnes agricoles par Olam et la baisse du prix de cession des intrants agricoles. En restructuration depuis 2012, la CotonTchad SN a perçu depuis cinq ans un montant de subvention de 173 Mds FCFA.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Burkina Faso : Maroc Télécom consolide sa position d'actionnaire majoritaire dans Onatel pour un montant de 41,3 M EUR**

L'État burkinabè a cédé 3,4 M d'actions de la société nationale de télécom Onatel au groupe Maroc Telecom, au prix unitaire de 8000 FCFA (12 EUR), pour un montant de 27,2 Mds FCFA (41,3 M EUR), soit 10 % de son capital social. L'acquisition qui s'est faite sur la bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan a permis à l'opérateur marocain de consolider son statut d'actionnaire majoritaire d'Onatel, dont il détient 51 % du capital depuis une 1^{ère} Opération publique de vente organisée par le gouvernement burkinabè en 2006.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 1^{ère} édition des Rencontre d'affaires entre entrepreneurs rouennais et guinéens**

La Société *ADM Partners Consulting SAS*, avec le soutien de l'Ambassade de France en Guinée, a organisé du 17 au 20 avril 2018 les 1^{ères} Rencontres d'affaires Guinée 2018 à Conakry. Ce forum, qui a réuni 86 participants, avait pour objectif d'encourager les échanges entre les 58 entreprises présentes en vue de potentiels partenariats. Les secteurs d'activités comme l'industrie, l'agriculture, les infrastructures, l'import / export, le BTP, les Nouvelles technologies de l'information et la communication (NTIC), les ports et aéroports, le numérique, le commerce et les grands projets de l'Etat étaient représentés.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Nigéria : atelier d'information organisé à Business France, le mardi 5 juin 2018**

Le Nigéria est le « Géant d'Afrique » et il s'agit d'une étape incontournable dans le cadre d'une prospection en Afrique subsaharienne. La France est au premier rang en termes de stocks d'IDE, et le 1^{er} partenaire commercial du pays. Le potentiel de développement est considérable dans de très nombreux secteurs comme les filières agricoles, industrielles, télécommunications, infrastructures. En 2017, les efforts du gouvernement en vue de faciliter la reprise des investissements et la pratique des affaires se sont déjà traduits par une progression de 24 places au classement *Doing Business*. Le PIB de l'Etat de Lagos, capitale économique du pays, dépasse, avec plus de 100 Mrds d'USD, celui de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon et du Sénégal réunis (Banque mondiale, novembre 2017). Le Nigéria recèle de nombreuses opportunités d'affaires pour les entreprises françaises. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché d'avenir, venez participer à l'atelier d'information Nigéria organisé à Business France le mardi 5 juin 2018.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

▼ **Sénégal : la 6^{ème} revue du FMI débutera à partir du 26 avril 2018**

La sixième revue du programme du FMI (« ISPE ») avec le Gouvernement sénégalais débutera le 26 avril. La mission examinera notamment les progrès en matière de réformes structurelles ainsi que la mise en œuvre du « *Compact with Africa* » initié dans le cadre du G20 par l'Allemagne dans le but de promouvoir l'investissement privé, dont les infrastructures.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

